

Contexte

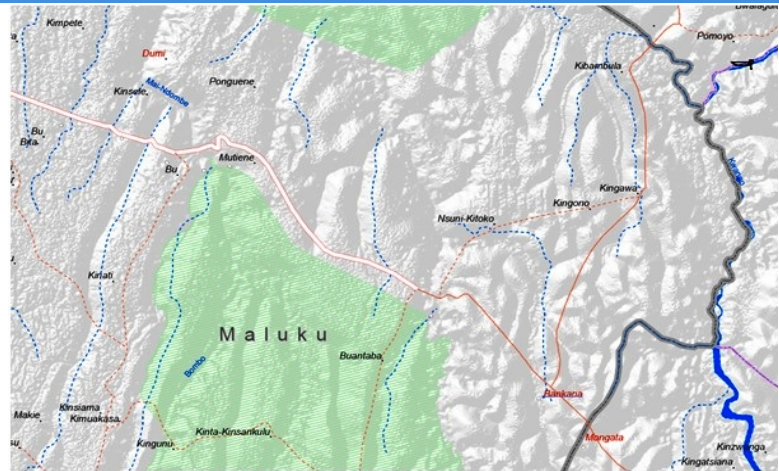
Description de la crise

Les violences armées liées aux activités des miliciens Mobondo ne cessent d'affecter la situation de protection de populations civiles dans les cités et villages de la Zone de santé de Maluku II, située en périphérie de la ville province de Kinshasa. Dans cette entité sanitaire, les civils majoritairement TEKE continuent à faire face aux enlèvements nocturnes et assassinats ciblés commis par ces miliciens. Au cours des mois de juillet et août 2024, plusieurs incidents de protection ont été documentés par les acteurs locaux de monitoring protection dans les villages des Nguma et Yuo. Ces villages sont notamment Kibirika (axe rivière Lufimi), Bwene, Salongo, Ngiambini, etc. Ces incidents ont été attribués aux miliciens Mobondo au cours desquels les victimes ont été agressées, dépouillées de leurs biens, et souvent tués quand il s'agissait des membres de la communauté Teke. La multiplication de ces incidents a été à la base d'un déplacement des habitants de ces villages vers les quartiers Dumu, Mbankana et Mongata. D'autres arrivées des personnes déplacées ont eu lieu à la suite de la persistance des tensions armées entre les soldats congolais et ces miliciens dans la localité de Kisele en territoire de Kwamouth. Ce déplacement a enregistré dans la plateforme humanitaire sous le numéro 5407. Des sources humanitaires locales, ces personnes déplacées sont hébergées au sein des différentes familles d'accueil et font face à des besoins multisectoriels urgents nécessitant des interventions humanitaires rapides.

C'est dans ce cadre que OCHA a conduit du 1er au 05 septembre 2024 une évaluation rapide multisectorielle (ERM) pour s'enquérir de la situation humanitaire de ces personnes déplacées dans les localités de Dumu, Mbankana et Mongata. Cette ERM a connu la participation active de quelques organisations humanitaires (CDI-BWAMANDA, ECVM, CANACU, CAUSE RURALE et OMS), du Bourgmestre de la commune de Maluku, des chefs de quartiers concernés, des leaders et membres de la société civile locale. Les résultats de cette ERM ont indiqué des besoins les plus pressants en abris, biens non alimentaires, vivres, eau potable, hygiène et assainissement. Dans ces villages d'accueil, une réponse multisectorielle en santé, protection, éducation et nutrition est organisée depuis juin 2024 par le consortium du projet LISANGA sous le lead de Caritas International Belgique. L'arrivée de ces personnes déplacées provoque des nouveaux besoins dans ces secteurs qui risquent de dépasser les capacités prévisionnelles du projet LISANGA dans ces localités d'accueil. D'où la nécessité de poursuivre le plaidoyer pour couvrir les besoins restants d'une part, et d'autre avec le consortium LISANGA pour que ces personnes déplacées soient intégrées dans sa planification en cours.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

- 1) BUNGU Damien, Coordonnateur CANACU, canacubdd@gmail.com
- 2) NGONGO Selemani, OCHA Bandundu, ngongo.selemani@un.org



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5407	5407	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	13/08/2024	13/08/2024	13/08/2024
Date de fin de crise	Encours	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	5758	5758	5758
Taille moyenne ménages	9,6	9,6	9,6
Accès physique	Moto		
Accès sécuritaire	Non		
Présence de la MONUSCO	Non		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor		
Couverture tél.	0%	(estimation)	
	EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres		

Conséquences humanitaires

Lors des entretiens avec les ménages, groupes de discussions et informateurs clés, les participants ont déclaré que certaines familles ont accueilli jusqu'à trois ménages déplacés ; la majorité de ces ménages déplacés n'ont pas encore été assistés depuis leur arrivée. Ce qui accroît la précarité aux seins des nombreuses familles. Ces ménages déplacés doivent trouver des moyens de subsistance pour pallier les besoins urgents et croissants de leurs familles trop dépendantes des populations hôtes.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	7%	6%
18-64 ans	13%	10%
6-17 ans	12%	9%
7 mois-5 ans	11%	10%
0-6 mois	11%	10%
Total	54%	46%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	95%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	5%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	2%
Santé	2%
Education	3%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	2%
Protection	5%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	2%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	2572				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	44%	12%	29%	-	14%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	18%	-	56%	-	26%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISS / rCSI)	0%	4%	-	-	7%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	99%	-	-	-	1%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	0%	-	-	-	1%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	30%	13%	67%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	21%	0%	77%	0%	100%
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	27%	4%	4%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	0%	0%	9%	87%	0%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	74%	900%	74%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	26%	0%	18%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	0%	0%	7%	78%	100%
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	34%	-	-	-	67%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	97%	-	-	-	5%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	75%	-	4%	-	1%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	4%	7%	3%	3%	0%

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. À chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Les violences armées liées avec les miliciens Mobondo est devenue quasi-permanente dans la région de Grand Bandundu et Maluku. Ces violences continuent à provoquer des déplacements forcés des populations civiles. Ce déplacement répétitif affecte la situation de protection et le contexte humanitaire en exacerbant les besoins multisectoriel. Au regard de la tendance de ces violences armées, la dégradation de la situation humanitaire par des nouvelles vagues de déplacement des populations civiles reste prévisible dans la Zone de santé de Maluku II et ses environs. La communauté hôte et la longue durée de la présence des personnes déplacées risquent d'être à la base des dissensions et formes de discrimination sociale avec un effet négatif sur la bonne cohabitation entre les personnes déplacées et la communauté hôte.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	80%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	1%
Vouchers / foires	0%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	14%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	42%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³ Fréquence max. possible: 90
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	9
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	18
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	6
Abris	6
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	18
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	33
Santé	36
Education	39
Protection (y compris la sécurité)	84
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	21
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

Trois localités de la Zone de santé de Maluku II ont été concernées par cette ERM. Grace aux outils révisés par OCHA pour la communauté humanitaire en RDC, 15 groupes des discussions dont celui des hommes et femmes déplacés ont été organisés dans chaque localité. L'échantillonnage a été fait d'une manière simple et aléatoire. Au total, plus de 150 ménages ont été enquêtés dans la zone et plus de 30 informateurs clés ont été consultés.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	e déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		01/09/2024	01/09/2024	01/09/2024
Date de fin de l'enquête		05/09/2024	05/09/2024	05/09/2024
Organisation				
Mission inter-agence/inter-organisation?		Oui	Oui	OUI
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
MONGATA	33	33	10	4
MBAKANA	33	33	10	4
DUMI	33	33	10	4
Total	-	99	30	12

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
■ Déplacés	100%	45%	0,97
■ Retournés	0%	0%	
■ Communauté hôte / autochtones	0%	55%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	2572	2572	2572
Retournés	0	0	
Communauté hôte / autochtones	3186	3186	3186
Réfugiés	0	0	
Rapatriés / expulsés	0	0	

Analyse des mouvements de population

L'évaluation a touché trois localités de la Zone de santé de Maluku II pour un total de 12875 personnes déplacées dont 5950 à Dumí, 4752 à Mbankana et 2173 à Mongata. Ces personnes déplacées sont arrivées dans ces localités entre juillet et août 2024. La taille moyenne de ménages déplacés est d'environ 8 personnes par ménage. Ces personnes déplacées vivent principalement dans les familles d'accueil. Dans le contexte de continuité des violences armées dans leurs milieux de provenance, ces personnes déplacées n'envisagent pas encore de rentrer dans leurs villages d'origine. Depuis leur arrivée, aucune d'elles n'a reçu une assistance humanitaire en raison notamment de la faible présence des partenaires humanitaires. Le mouvement des populations est toujours observé dans cette entité sanitaire à la suite des activités des miliciens Mobondo.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée 5758 5758 5758

Taille moyenne des ménages (EM) 9,6 9,6 9,6

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 100% 81%

(Réponse IC majoritaire)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil 0% Non consensus

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée 0 - 2936 2936

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	12875
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	38971
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	51846

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	2		2	
	115-125 mm	2	23		25	
	>125 mm	0	15		15	
	MAG	2		25		27
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0		0	
	115-125 mm	7	27		34	
	>125 mm	0	12		12	
	MAG	7		27		34
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	2		2	
	115-125 mm	9	50		59	
	>125 mm	0	27		27	
	MAG	9		52		61
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0				
	185-230 mm	34				
	>230 mm	2				
	MAG	34				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	42	72
	115-125 mm	56	93
	MAG	98	165
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	20	39
	115-125 mm	34	55
	MAG	53	94
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	62	0
	115-125 mm	89	148
	MAG	151	260
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	11	
	185-230 mm	16	
	MAG	27	

Analyse Nutrition

Dans la zone, des cas de malnutrition aigüe modérée ont été observés lors du dépistage chez les enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et femmes allaitantes avec risque de basculer vers un état de malnutrition aigüe sévère surtout chez les enfants de moins de 5 ans si des mesures appropriées ne sont pas prises dans ce domaine. Selon les participants aux groupes de discussion les facteurs contribuant à cette situation sont : l'insuffisance d'aliment riche en protéine, la taille moyenne des repas qui est réduite dans toute catégorie, la faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans les localités enquêtées, des décès ont été enregistrés à la malnutrition ; options sont limitées pour faire face à cette situation.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		78	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	98%	78	
Agriculture de subsistance	2%	78	
Agriculture de rente	0%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	78	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	3%	-	
Non	97%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	83%	-	
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	100%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Non
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	2%	55	
Non	98%	23	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	78	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
78			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	100%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	0%	-	
Marché	0%	-	
Travail pour de la nourriture	0%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	0%	-	
Petit commerce	0%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	0%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	50%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	100%	-	5
1-2 semaines	0%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	3%	-	1
Limite (>28)	83%	-	3
Pauvre (≤28)	13%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	0%	-	3
Crise / urgence (≥19)	100%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La situation de sécurité alimentaire des personnes déplacées est alarmante dans la zone. Une grande partie de ces personnes déplacées n'a pas accès à la terre cultivable. Ces personnes déplacées vivent des travaux journaliers rémunérés à moins de 1 dollar par jour. Le revenu perçu par ces activités n'est pas suffisant pour les familles qui cohabitent avec les personnes déplacées. Les informateurs clés constatent que les ménages sont contraints de rendre service en échange de la nourriture ou de vendre leurs biens pour se procurer à manger. L'augmentation de nombre des déplacés dans la zone fait que les récoltes deviennent donc insuffisantes pour nourrir à la fois les personnes déplacées et la population hôte. Cette situation commence même à avoir des impacts protection observables par un climat de mésentente entre les autochtones et les déplacés. Cette augmentation démographique a créé plus de demande sur le marché créant une augmentation des prix de produit de première nécessité sur le marché local. Cette situation nécessite un grand besoin de soutien en matière de sécurité alimentaire dans la zone.

Abris

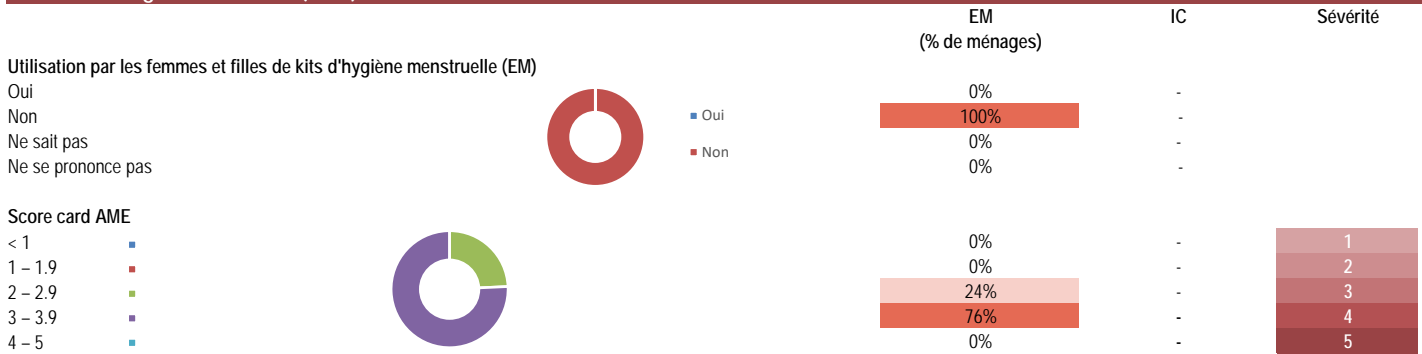
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		69	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	-	
En famille d'accueil	98%	-	
Dans un site spontané	2%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Non consensus	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	0%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	100%	69	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	0%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	95%	-	5
Non	5%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	98%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5



Analyse Abris

Les résultats des données collectées montrent qu'une grande partie des ménages déplacés vit dans des abris délabrés en matériaux locaux non durable. Il sied de noter également que plusieurs membres des familles passent la nuit dans une même pièce, ce qui explique que la majorité des ménages déplacés vit dans une promiscuité. Cette situation affecte la dignité et la morale dans la famille pour des enfant âgés et les parents qui sont obligés de dormir dans une même pièce d'où la nécessité d'une assistance en abris

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Le manque d'articles ménagers essentiels a été soulevé par tous les ménages interrogés. Au moment de fuir leurs milieux d'habitation, les personnes déplacées n'ont pas eu le temps d'emporter avec eux leurs biens domestiques. Actuellement, ils rencontrent des difficultés pour cuisiner, pour stocker de l'eau ou pour le couchage. Certains ont accepté de partager entre eux leurs articles ménagers essentiels pour combler le manque. Une distribution des kits AME pourrait être envisageable afin de soulager les communautés déplacées. Pour les femmes et filles en âge de procréation les résultats montrent qu'elles n'utilisent pas le kit d'hygiène intime ce qui les expose à des infections et des maladies contagieuses d'où la nécessité d'une assistance en KHI.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		72	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	1	
Puits à pompe / forage	-	2	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	1	
Source naturelle non-aménagée	-	4	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	1355	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	15%	-	1
Source non-améliorée	85%	-	3
Eau de surface	0%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	98%	-	5
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	53%	-	
De 31 minutes à 2 heures	43%	-	
Plus de 2 heures	3%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	2%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	12%	24	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	0%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	5%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	28%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	3%	8	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	3%	0	
L'eau est trop chère	93%	70	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	85%	72	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	65%	42	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	




	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		72	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	100%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	15%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	37%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	48%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	0%	-	
Pas assez d'eau pour boire	0%	-	
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	25%	-	3
Non	75%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	98%	-	
Non	2%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	0%	-	
Non	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	48	
Eau stagnante	-	0	
Déchets solides domestiques	-	72	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		72	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	2%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	98%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	0%	-	5

Analyse EHA

L'accès à l'eau potable dans cette zone de déplacement reste un défi majeur. Les informateurs clés signalent un nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels, et les personnes déplacées utilisent souvent l'eau de puits non améliorés. Les infrastructures d'assainissement et d'hygiène sont très limitées dans les zones de refuge. Cela a eu un impact particulier sur les enfants - qui sont vulnérables aux maladies transmises par l'eau - et sur les femmes qui n'ont pas accès à des kits d'hygiène menstruelle. La plupart des ménages ne disposent pas de latrines hygiéniques et les toilettes de certains ne sont pas suffisantes pour le nombre de personnes.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			72
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		100%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		0%	-
Autre		0%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		100%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		0%	-
Autre		0%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		100%	-
Entre 1 heure et 2 heures		0%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille		-	0
A la maison avec sage-femme		-	0
A la maison avec infirmier		-	0
Centre de santé / d'accueil		-	72
Autre		-	0
Ne sait pas		-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		72	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	2	
Manque de médicaments	-	72	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	72	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	24	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	98%	-	5
Fièvre	100%	-	
Toux	100%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	100%	-
Non	0%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	269	136
Infection Respiratoire Aigue	170	133
Diarrhées aiguës	210	170
Typhoïde	0	32
Malnutrition aigue globale	253	233
Rougeole	4	3
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque modéré

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes révèlent que les familles déplacées fréquentent principalement les structures sanitaires pour obtenir des soins. Bien que les structures de santé soient accessibles, les ménages rencontrent des difficultés pour accéder aux soins en raison du manque de moyens financiers. Par ailleurs, il est à noter que le nombre quotidien de patients nécessitant des soins a augmenté en raison du mouvement de déplacement, mais ces patients déplacés font face au manque de médicaments et de matériel médical, absence de services de la santé sexuelle et reproduction, insuffisance des prestataires qualifiés, sages femmes dans les localités d'enquêtes. Parmi les symptômes les plus fréquents chez les enfants de moins de 5 ans ; on trouve la fièvre ; la toux ; la diarrhée en raison du manque de points d'eau dans la région, etc. Les maladies les plus fréquemment signalées parmi les adultes sont le paludisme ; les diarrhées ; les infections sexuellement transmissibles particulièrement élevées ; infections respiratoires aiguës ; typhoïde et syndrome grippal. En ce qui concerne les conditions d'accouchement ; les résultats concordent avec les récits des ménages, indiquant que les femmes se dirigent vers des structures de santé pour accoucher et certaines préfèrent accoucher à la maison par manque de moyens financiers, kits d'accouchement et dignité.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		72	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	50%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	39	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	2%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	1	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	0	-	
Nombre total de personnes âgées	0	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	0	0	0	0
Meurtre	43	0	42	2
Mutilations / coups et blessures	0	7	24	25
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	72	3	72
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	0	3	67
Violences conjugales	0	56	0	0
Séparation des familles	3	16	0	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	3	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	19	3	46
Recrutements / enrôlements forcés	72	0	69	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	72	2	69	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	100%	-
Déni d'accès à des services	100%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	50%	-
Mariage forcé	100%	-
Travail forcé	100%	-
Pas de cas dans le ménage	0%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	100%	-
Déni d'accès à des services	100%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	50%	-
Mariage forcé	100%	-
Travail forcé	100%	-
Pas de cas dans le ménage	0%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		72	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	0%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Viol	100%	-	
Agression sexuelle	100%	-	
Violence physique ou harcèlement	100%	-	
Mariage forcé	100%	-	
Déni d'accès à des services	100%	-	
Abus psychologique / émotionnel	100%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	72	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Non	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	0	
Accapement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	72	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	72	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

Face à la crise qui persiste dans la zone, les populations déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection et de vulnérabilité au quotidien, tels que le vol, la violence basée sur le genre et la violence sexuelle. Dans les localités visitées, la circulation est devenue compliquée dans certains coins reculés, surtout pendant la tombée de la nuit. En plus, les jeunes travaillent dans le transport et dans les travaux de force, ce qui empêche leurs familles respectives de subvenir à leurs besoins.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		74	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	83%	-	1
Plus de 1 heure	17%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	2%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	72	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	0%	-	
Filles (Primaire)	0%	-	
Garçons (Secondaire)	0%	-	
Filles (Secondaire)	0%	-	
Total	0%	-	1
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	100%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	0%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	74	74
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	-	-
0	-	-
0	0	0
0	0	0
0	0	0
74	74	74
0	0	0
0	0	0
0	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	53%
Avant la crise	-	65%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	45%
Avant la crise	-	51%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	54,5
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	53

Analyse Éducation

En ce qui concerne l'éducation, la situation est également préoccupante. Aucun enfant parmi les familles déplacées ne fréquente l'école, principalement en raison de l'incapacité des familles à payer les frais scolaires. Cette situation souligne la nécessité d'une intervention pour garantir le droit à l'éducation de ces enfants.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		90	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)²			
Pas d'aide reçue	100%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	9	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	18	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	6	
Abris	-	6	
AME	-	18	
EHA	-	33	
Santé	-	36	
Education	-	39	
Protection (y compris la sécurité)	-	84	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	21	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²			
Cash physique (en espèces)	100%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	0%	-	
Vouchers / foires	0%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	50%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	50%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	0%	-
Où recevoir l'assistance	50%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	50%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	47%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	0%	-
Comment donner son feedback	0%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	50%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	98%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	0%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	100%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	100%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	50%	-
Autorités locales gouvernementales	50%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	0%	-
Boîte à plaintes	0%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	100%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	100%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	50%	-
Autorités locales gouvernementales	48%	-
Autorités locales (police, militaires)	2%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les ménages enquêtés affirment n'avoir pas reçu d'aide humanitaire depuis le début de la crise. Les besoins prioritaires exprimés sont : Abris, AME, Sécurité Alimentaire, WASH, Education, Santé, Nutrition, et Protection. Les ménages enquêtés préfèrent lecash. Concernant les besoins d'informations, les populations veulent avoir les information sur le processus d'identification, PSEA et mécanisme de plainte

Conclusions générales et commentaires

Dans le cadre de cette mission, nous avons identifié des besoins humanitaires significatifs dans divers domaines. Les priorités se manifestent principalement dans les domaines suivants : la fourniture de nourriture, la distribution d'articles ménagers essentiels, la mise à disposition d'abris, l'accès aux soins de santé et à l'éducation, l'accès à l'eau potable et la protection des individus. Ces besoins sont urgents et nécessitent une attention immédiate. A moyen et long termes, il est impérieux que toutes les parties en conflit se conçoivent de trouver des résolutions durables pour promouvoir la réconciliation entre les communautés TEKE et YAKA.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport : Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation: une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)